

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

"Crise des banlieues" : crise de l'action publique

- Social -

Date de mise en ligne : samedi 21 janvier 2006

Démocratie & Socialisme

Il y avait une fois en France un Ministre courageux qui, alerté par tous les spécialistes réunis dans une Commission des Villes et par son administration, des dangers qu'il y avait à laisser se poursuivre des mécanismes de ségrégation urbaine dans des cités d'habitat social prématurément vieillies, enclavées, et aux formes urbaines dépassées, décidait de lancer une nouvelle politique de grande ampleur.

Il s'agissait d'une politique interministérielle dotée de moyens financiers importants qui seraient pour plus d'efficacité contrés dans un Fonds unique. On y financerait des projets globaux sur la base de dossiers établis par les collectivités locales. Ces dossiers devraient présenter un plan de référence reposant sur une analyse stratégique des problèmes sociaux et urbains. Et, suprême innovation, on pourrait aussi financer du fonctionnement et des équipes permanentes d'animation.

Devinette : Quel est le nom de ce Ministre ? ... Eh bien non, vous avez tout faux. Il s'agit de Michel d'Ornano, ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie qui rendit opérationnel en 1978, en relation avec le ministre des affaires sociales, le dispositif " *Habitat et Vie Sociale* " en direction des quartiers défavorisés, grâce au Fonds d'Aménagement Urbain. C'était donc il y a près de 30 ans !

Qui a écrit avec lucidité un peu plus tard, en 1994 : " *Aujourd'hui, nous sommes frappés par une crise sans précédent, alors que depuis une quinzaine d'années, nous avons laissé dériver notre territoire, nos villes et nos cités, sans voir s'installer le terrible clivage territorial qui creusait dans son sein un dramatique clivage social* " (*Revue Française d'administration publique* n°71). Vous avez deviné cette fois ? C'est Gilles de Robien, alors député -maire d'Amiens et actuel Ministre de l'Education Nationale après être passé par l'Equipement et l'Aménagement du Territoire !

Voilà des années que le diagnostic est connu : le fait de concentrer dans des quartiers dont l'urbanisme et l'habitat posent déjà problème, des populations subissant le chômage et la précarité, des discriminations sociales et ethniques, et vivant des situations familiales perturbées ne peut que conduire qu'à des explosions de violence, à la rupture du lien social et à l'abandon de toute appartenance citoyenne, ainsi qu'à la construction de référents culturels basés sur des oppositions à la société dominante et à toutes les formes d'autorité. (Voir par exemple " *Banlieues, tant que ça tient* " T.Rebache, Denoël 1998).

Voilà des années aussi que les solutions, elles aussi sont connues (Voir par exemple " *Intégration ou explosion ? Banlieues* " travail collectif, Panoramiques 1993) : Il ne suffit pas d'améliorer l'habitat et de rendre ces quartiers plus humains, même si cela est nécessaire. Il faut travailler sur les fondamentaux de la crise économique et sociale, réduire le chômage et les inégalités, lutter contre toutes les formes d'exclusion et en particulier le racisme, redonner du sens et permettre aux habitants de retrouver leur dignité mise à mal, développer des politiques éducatives et culturelles adaptées, et maintenir une présence continue de travailleurs sociaux et assimilés compétents et bien soutenus. Il faut aussi que la volonté publique se manifeste sans faille et de manière cohérente sur le long terme, tant au niveau local que national.

C'est ce que dit d'ailleurs le Gouvernement de J. Chirac qui déclare que "l'égalité des chances sera en 2006 la priorité des priorités ", tout en continuant sa politique de cadeaux fiscaux aux plus aisés et de réduction des droits sociaux, tout en menant une vigoureuse politique sécuritaire répressive et de désignation de l'immigration comme bouc émissaire en direction des classes moyennes et de l'électorat d'extrême droite. C'est ce que la revue " *Alter Eco* " désignait récemment sous le titre : " *La Grande Hypocrisie* ".

Mais que dit Martine Aubry, ancien ministre en charge de la ville sous Jospin, secrétaire nationale à l'emploi et aux

affaires sociales au PS, (et par ailleurs maire de Lille où il se fait sur le terrain de très bonnes choses) : " *La politique alternative proposée par les socialistes doit reposer sur des mesures de fond, sur une politique économique qui soit socialement juste et efficace, sur une politique urgente d'inclusion sociale, une politique volontariste et conquérante du service public, Rien ne sera possible si nous ne redonnons pas espoir aux habitants* " (Extraits d'une interview sur le site Web du Ps). Mais ce n'est donc pas ce qu'ont fait les socialistes quand ils étaient au pouvoir ?

ALORS, POURQUOI CET ECHEC COLLECTIF, qui se résume à une série de déclarations disant : " Cela aurait été pire si on n'avait rien fait " ? Certes, mais encore ? Attention, il est juste de nuancer en constatant qu'effectivement, sur le terrain, malgré des difficultés multiples, des élus locaux, des associations, des travailleurs sociaux, des collectifs de citoyens, des responsables d'entreprises, des professionnels, des agents administratifs se sont battus avec ici et là pour obtenir des succès relatifs et fragiles. Mais cet ensemble n'est pas à la hauteur de la désagrégation sociale en cours.

On peut émettre quatre hypothèses dérangeantes à ce constat :

La première et sans doute la principale, c'est que la politique alternative préconisée par Martine Aubry n'a été menée par la Gauche au pouvoir que durant des périodes limitées et à intervalles espacés avec des moyens insuffisants (début des années 80, début de la législature Jospin). Elle n'a donc pas pu produire d'effets. Sera-ce pour la prochaine fois ?

La deuxième raison est le terrible cloisonnement du système administratif français qui est incapable de s'adapter, malgré ses qualités intrinsèques, aux missions transversales qui lui sont confiées. L'existence des " corps " élitaires qui défendent des intérêts corporatistes n'est sans doute pas étranger à ces résistances. Il suffit d'interviewer pour cela d'anciens délégués interministériels à la Ville comme Yves Dauge, Jean Marie Delarue, ou plus récemment Claude Brévan pour étayer ce propos.

La troisième raison tient au fait que les problèmes de fond de ces quartiers n'ont pas été attaqués : les uns redoutaient le Front National, les autres le Parti communiste ou les trotskistes, et d'autres encore ne voulaient pas effrayer leurs clientèles des classes moyennes des centres traditionnels et des quartiers pavillonnaires. En fait, les notables traditionnels de tous bords se sont sentis sans prise pour contrôler ce qui allait être appelé " les nouvelles classes dangereuses "

Enfin, lorsque certains , essentiellement à gauche, ont compris que le temps des faux semblants était dépassé, ils ont mis un long moment pour retrouver des repères, et pas de moyens pour changer de postures et de pratiques politiques. Cela a été manifeste dans les dispositifs de concertation avec les habitants mis en place, dispositifs qui, à leurs débuts, se traduisaient par des informations données par les élus à leurs " administrés-assistés " .

Comme l'a dit un des pionniers de la politique de la ville, Michel Anselme, aujourd'hui décédé, qui a mené patiemment à Marseille un travail d'écoute et de reconstruction sociale avec les habitants des cités touchées par des opérations de requalification du cadre de vie dont ils avaient du mal à saisir le sens : " La vie en société est affaire de relations, d'échanges, de reconnaissance, d'urbanité. Délégitimer une partie de la population qui n'aspire qu'à vivre en paix n'est pas le meilleur moyen d'y parvenir " .

Robert Spizzichino